

RCS : NANTERRE

Code greffe : 9201

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de NANTERRE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2014 B 01169

Numéro SIREN : 800 293 664

Nom ou dénomination : RM

Ce dépôt a été enregistré le 02/07/2022 sous le numéro de dépôt 21401



61, rue Henri Regnault
92075 PARIS LA DEFENSE CEDEX

RM

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2021

RM

Société en nom collectif

RCS : 800 293 664 RCS NANTERRE

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2021

A l'assemblée générale de la société RM,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société RM relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion de la gérance et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux associés.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Gérant.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Le Commissaire aux comptes

Mazars

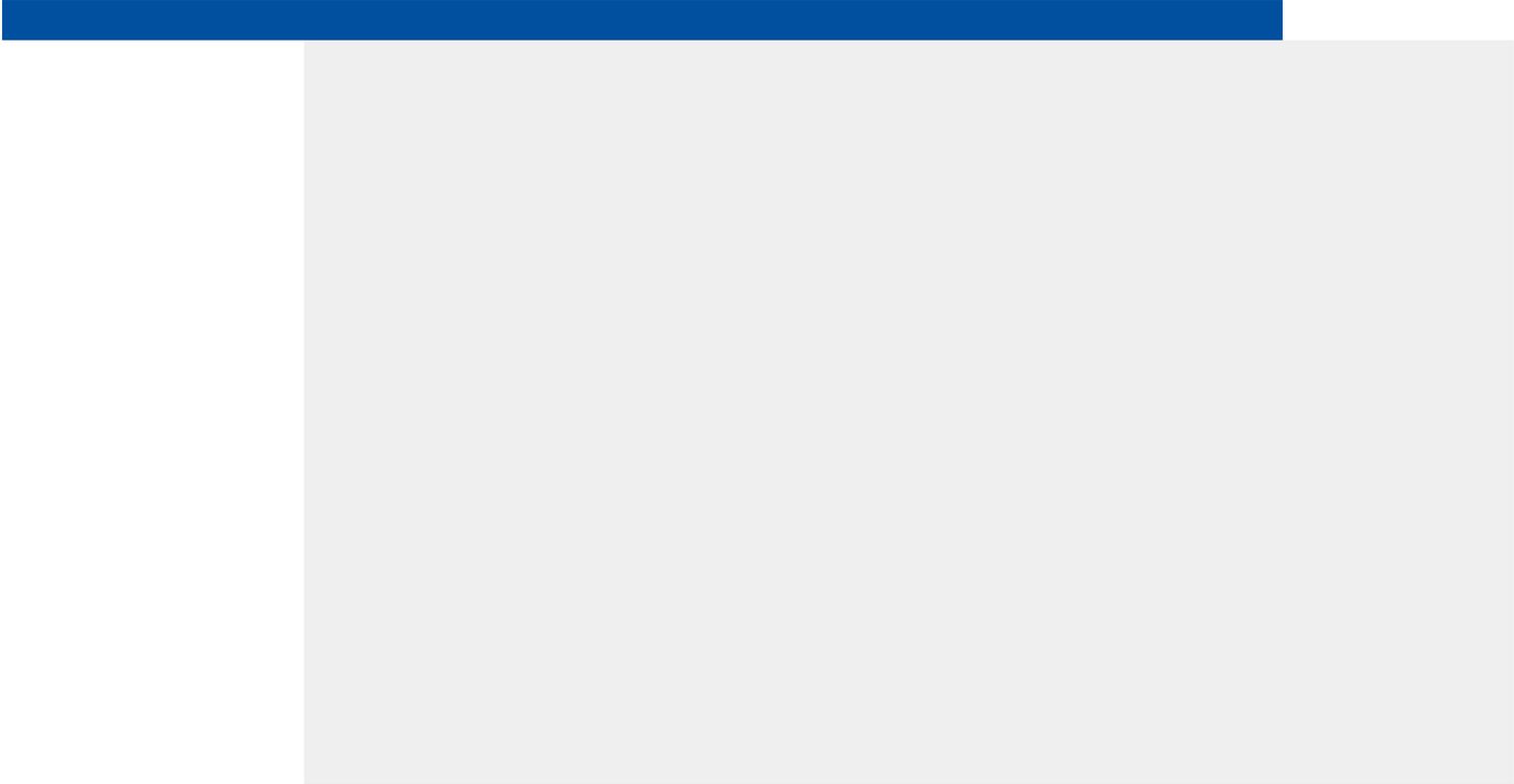
Paris La Défense, le 2 juin 2022

Romain MAUDRY

RM SNC

**4-10 Rue André Malraux
Immeuble Octant
92300 LEVALLOIS-PERRET**

Comptes au 31/12/2021



Comptes annuels

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/12/2021	31/12/2020
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	685	685		
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel, outillage	1 117 612	803 383	314 228	490 701
Autres immobilisations corporelles	7 113 985	5 179 717	1 934 267	2 861 141
Immobilisations en cours	19 174		19 174	6 850
Avances et acomptes	3 600		3 600	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	317 013		317 013	300 046
ACTIF IMMOBILISE	8 572 071	5 983 786	2 588 285	3 658 739
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements				43
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	572 171	50 000	522 171	423 521
Avances et acomptes versés sur commandes	1 025 341		1 025 341	981 585
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	84 675		84 675	67 257
Autres créances	2 278 262		2 278 262	817 819
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement (dont actions propres :)				
Disponibilités	310 287		310 287	318 171
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	2 043		2 043	22 376
ACTIF CIRCULANT	4 272 780	50 000	4 222 780	2 630 774
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif				
TOTAL GENERAL	12 844 852	6 033 786	6 811 065	6 289 512

Rubriques	31/12/2021	31/12/2020
Capital social ou individuel (dont versé : 40 000)	40 000	40 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport		
Ecarts de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)		
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)		
Report à nouveau		
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	-2 643 009	-2 077 019
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
CAPITAUX PROPRES	-2 603 009	-2 037 019
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	1 064 967	153 343
Provisions pour charges	22 069	53 011
PROVISIONS	1 087 036	206 354
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	45 164	
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs)	1 265 000	2 282 514
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	5 987 797	4 835 614
Dettes fiscales et sociales	1 014 228	987 508
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	13 959	14 168
Autres dettes	888	372
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance		
DETTES	8 327 039	8 120 177
Ecarts de conversion passif		
TOTAL GENERAL	6 811 065	6 289 512

Rubriques	France	Exportation	31/12/2021	31/12/2020
Ventes de marchandises	18 132 014		18 132 014	20 830 120
Production vendue de biens				
Production vendue de services				
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	18 132 014		18 132 014	20 830 120
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation			884 926	13 777
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			102 322	52 617
Autres produits			81	133
PRODUITS D'EXPLOITATION			19 119 346	20 896 649
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			11 020 824	13 109 888
Variation de stock (marchandises)			-148 654	85 219
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)			-33 650	-4 789
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			43	-43
Autres achats et charges externes			4 501 403	4 254 351
Impôts, taxes et versements assimilés			389 041	479 878
Salaires et traitements			2 567 546	2 795 171
Charges sociales			720 810	684 536
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			863 105	926 257
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations			158 064	187 058
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			50 000	
Dotations aux provisions			977 513	119 983
Autres charges			526 104	316 534
CHARGES D'EXPLOITATION			21 592 151	22 954 046
RESULTAT D'EXPLOITATION			-2 472 805	-2 057 397
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations				
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			635	1 228
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS			635	1 228
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions				
Intérêts et charges assimilées			18 653	20 419
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			18 653	20 419
RESULTAT FINANCIER			-18 018	-19 190
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			-2 490 823	-2 076 587

Rubriques	31/12/2021	31/12/2020
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
Produits exceptionnels sur opérations en capital	8 191	2 442
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges		
PRODUITS EXCEPTIONNELS	8 191	2 442
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		500
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	160 377	2 372
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions		
CHARGES EXCEPTIONNELLES	160 377	2 872
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-152 186	-430
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		1
Impôts sur les bénéfices		
TOTAL DES PRODUITS	19 128 172	20 900 320
TOTAL DES CHARGES	21 771 182	22 977 339
BENEFICE OU PERTE	-2 643 009	-2 077 019

Annexes

PREAMBULE

Les comptes de l'exercice clos le 31/12/2021, ont été élaborés et présentés conformément aux dispositions édictées par le règlement de l'ANC (2018-07).

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité d'exploitation
 - permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
 - indépendance des exercices
- et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

FAITS MARQUANTS

Les difficultés d'approvisionnement et les frais douaniers mis en place du fait du Brexit début 2021 ont engendré des surcoûts d'exploitation et l'impossibilité de proposer une offre alimentaire complète aux clients et concédants, notamment sur la gamme ultra frais.

Un nouveau concept de magasin hybride sera déployé sur les points de vente début 2022 : M&S Café – Monop

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont amorties en mode linéaire sauf le matériel informatique amorti en mode dégressif, sur la durée estimée de leur utilisation :

- | | |
|---|------------|
| - Installations techniques, matériels et outillages | 10 ans |
| - Matériels informatiques | 5 ans |
| - Autres immobilisations corporelles | 5 à 10 ans |

IMMOBILISATIONS FINANCIERES

Les immobilisations financières sont relatives aux dépôts de garantie versés :

- Promo Métro pour 309 588 € (Châtelet 216 651 €, La Défense pour 92 937 €)
- Parkings la Défense pour 1 426 €
- Cautionnement Douane pour 6 000€

STOCKS

La valeur des stocks au 31/12/2021 est de 572 171 €.

Les stocks sont valorisés au dernier prix d'achat connu.

Pour l'année 2021, la dépréciation de stock pour tous les produits confondus est de 50 000 €

CAPITAL

Le capital social s'élève à 40 000 € au 31/12/2021. Il est divisé de 4 000 parts sociales de 10€ de nominal.

CREANCES & DETTES

Les créances et dettes sont valorisées à leur valeur nominale et ont toutes une échéance inférieure à 1 an.

HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le montant total des honoraires des commissaires aux comptes pour 2021, s'élève à 13 440 € au titre du contrôle légal.

PROVISIONS RISQUES & CHARGES

Le montant de la provision pour risques à fin décembre 2021 est de 1 064 967 € et se décompose de la façon suivante :

- Provision pour litiges prud'homaux de 50 051 €,
- Provision pour risque général de 64 916 €
- Provision pour réorganisation de 950 000 €

Le montant de la provision retraite est de 22 069 € à fin décembre 2021. Elle est calculée selon la méthode prospective conformément à la recommandation de l'ANC 2013-02 relative aux règles de comptabilisation et d'évaluation des engagements de retraite et avantages similaires.

Les principales hypothèses retenues en 2021 sont :

- Taux d'actualisation : 1,05 %
- Age de départ à la retraite : 67 ans
- Table de mortalité retenue : TH.TH 2014-2016

ENGAGEMENTS HORS BILAN

Les engagements hors bilan s'élèvent à 3 061 291 € au 31/12/2021 :

- Minima garanti sur contrats de redevances pour 2 976 741 €
- Caution bancaire en faveur des Aéroports de Paris pour 84 550 €

CHANGEMENT DE METHODE D'EVALUATION

Néant.

CHANGEMENT DE METHODE DE PRESENTATION

Néant.

EVENEMENTS POST-CLOTURE

Néant.

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit., apports
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT			
AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	685		
Terrains			
Dont composants			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Const. Install. générales, agenc., aménag.			
Install. techniques, matériel et outillage ind.	1 209 396		
Installations générales, agenc., aménag.	6 230 096		32 076
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique, mobilier	1 638 954		46 125
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours	6 850		30 701
Avances et acomptes			3 600
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	9 085 296		112 503
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations			
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	300 046		17 500
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	300 046		17 500
TOTAL GENERAL	9 386 028		130 003

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT				
AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES			685	
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions, installations générales, agenc.				
Installations techn., matériel et outillages ind.		91 784	1 117 612	
Installations générales, agencements divers		147 229	6 114 942	
Matériel de transport				
Matériel de bureau, informatique, mobilier		686 036	999 042	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours		18 377	19 174	
Avances et acomptes			3 600	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES		943 428	8 254 372	
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières		532	317 013	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES		532	317 013	
TOTAL GENERAL		943 960	8 572 071	

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Frais d'établissements et développement				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles		685		685
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES		685		685
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales, agenc., aménag.				
Installations techniques, matériel et outillage industriels	575 156	119 949	52 175	642 930
Installations générales, agenc. et aménag. divers	2 938 612	624 917	77 190	3 486 339
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique, mobilier	1 330 855	118 238	635 308	813 785
Emballages récupérables, divers				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	4 844 623	863 105	764 673	4 943 055
TOTAL GENERAL	4 845 309	863 105	764 673	4 943 741

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES

Rubriques	Dotations			Reprises			Mouvements amortissements fin exercice
	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	
Frais établis.							
Fonds Cial							
Autres. INC.							
INCORPOREL.							
Terrains							
Construct.							
- sol propre							
- sol autrui							
- installations							
Install. Tech.							
Install. Gén.							
Mat. Transp.							
Mat bureau							
Embal récup.							
CORPOREL.							
Acquis. titre							
TOTAL							

Charges réparties sur plusieurs exercices	Début d'exercice	Augmentations	Dotations	Fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				

Rubriques	Entreprises liées	Participations	Dettes, créances en effets comm.
ACTIF IMMOBILISE			
Capital souscrit non appelé			
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles			
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles			
Participations			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres titres immobilisés			
Autres immobilisations financières			
ACTIF CIRCULANT			
Avances et acomptes versés sur commandes			
Créances clients et comptes rattachés			
Autres créances		309 841	
Capital souscrit appelé, non versé			
Valeurs mobilières de placement			
Disponibilités			
DETTES			
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			
Emprunts et dettes financières divers	1 265 000		
Avances et acomptes reçus sur commandes			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	195 843		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes			

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS REGLEMENTEES				
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions, obligations similaires	53 011	15 725	46 667	22 069
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement immobilisations				
Provisions pour gros entretiens, grandes révis.				
Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	153 343	961 788	50 163	1 064 967
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	206 354	977 513	96 830	1 087 036
Dépréciations immobilisations incorporelles				
Dépréciations immobilisations corporelles	881 981	158 064		1 040 045
Dépréciations titres mis en équivalence				
Dépréciations titres de participation				
Dépréciations autres immobilis. financières				
Dépréciations stocks et en cours		50 000		50 000
Dépréciations comptes clients				
Autres dépréciations				
DEPRECIATIONS	881 981	208 064		1 090 045
TOTAL GENERAL	1 088 335	1 185 577	96 830	2 177 081
Dotations et reprises d'exploitation		1 185 577	96 830	
Dotations et reprises financières				
Dotations et reprises exceptionnelles				
Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice				

ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	317 013		317 013
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	84 675	84 675	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	40 196	40 196	
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux	12 180	12 180	
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices			
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	589 715	589 715	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés			
Etat, autres collectivités : créances diverses	849 722	849 722	
Groupe et associés			
Débiteurs divers	786 448	786 448	
Charges constatées d'avance	2 043	2 043	
TOTAL GENERAL	2 681 994	2 364 980	317 013
Montant des prêts accordés en cours d'exercice			
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés			

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an,-5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine	45 164	45 164		
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	5 987 797	5 987 797		
Personnel et comptes rattachés	430 447	430 447		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	314 643	314 643		
Etat : impôt sur les bénéfices				
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	123 655	123 655		
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	145 482	145 482		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	13 959	13 959		
Groupe et associés	1 265 000	1 265 000		
Autres dettes	888	888		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
TOTAL GENERAL	8 327 039	8 327 039		
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice				
Emprunts, dettes contractés auprès d'associés				

REINTEGRATIONS		BENEFICE COMPTABLE DE L'EXERCICE	
Rémunération du travail de l'exploitant ou des associés de sociétés soumises à l'impôt sur le revenu		Amort. Excédent. (art. 39-4 CGI) et autres amort. non déductibles	
Avantages personnels non déductibles (sauf amortissements)		Taxe sur les véhicules des sociétés (entreprises à l'IS)	
Autres charges et dépenses somptuaires visées à l'art.39-4 du CGI		Dont part des loyers dispensée de réintégration (art 239 sexies D)	
Fraction des loyers à réintégrer (crédit bail immobilier et levée d'option)		Charges à payer liées à des états non coopératifs	1 155 372
Provisions et charges à payer non déductibles	1 155 372	Ch. F. art 39.1.3 & 212 t	
Amendes et pénalités			
Réintégrations prévues à l'article 155 du CGI			
Impôt sur les sociétés			
Quote-part			
Bénéfices réalisés par Sté de person. ou un GIE		Résultat art.209B	
Moins-values nettes à long terme relevant du taux de 15 % ou 19 % (ou 12,8 % : pour l'I.R.)			
Moins-values nettes à long terme relevant du taux de 0 %			
Fraction imposable des plus-values réalisées au cours d'exercices antérieurs		- plus-values nettes à court terme	
		- plus-values soumises au régime des fusions	
Ecarts de valeurs liquidatives sur OPC			
Réintégrations diverses		Zones entreprises	
Quote part PV à taux 0			
Réintégration des charges affectées aux activités éligibles au régime de la taxation au tonnage			
Résultat fiscal afférent à l'activité relevant du régime optionnel au tonnage			
		TOTAL REINTEGRATIONS	1 155 372
DEDUCTIONS		PERTE COMPTABLE DE L'EXERCICE	
Quote-part dans les pertes subies par une société de personnes ou un GIE			2 643 009
Provisions et charges à payer non déductibles, antérieurement taxées et réintégrées dans les résultats			105 261
		- imposées au taux de 15 % (ou 12,8 % : entreprises soumises à l'I.R.)	
Plus-values nettes à long terme		- imposées au taux de 0 %	
		- imposées au taux de 19 %	
		- imputées sur les moins-values nettes à long terme antérieures	
		- imputées sur les déficits antérieurs	
Autres plus-values imposées au taux de 19 %			
Fraction des plus-values nettes à court terme de l'exercice dont l'imposition est différée			
Régime stés mères et filiales : produit net actions, parts d'intérêts quote-part à déduire			
Produits de participation inéligibles au régime des sociétés mères déductibles à hauteur de 99%			
Déduction autorisée au titre des investissements réalisés dans les collectivités d'Outre-Mer			
Majoration d'amortissements			
Abattement sur bénéfice et exonérations		Entreprises nouvelles	
Reprise d'entreprises en difficultés		Restruct. Défense	
Jeunes entreprises innovantes		Bassin emploi à redyn.	
Sociétés investissements immobilier côtées		Zone franche d'activités	
Zone franche urbaine- TE		Bass. urbain à dynam.	
Zone de développement prioritaire		Revitalisation rurale	
Ecarts de valeurs liquidatives sur OPC			
Déductions diverses		Créance dégagée par le report en arrière du déficit	
Dont déduction exceptionnelle article 39		Déd. except.article 39 A	
Dont déduction exceptionnelle article 39 B		Déd. except.article 39 C	
Dont déduction exceptionnelle article 39 D		Déd. except.article 39 E	
Dont déduction exceptionnelle article 39 F		Déd. except.article 39 G	
Déduction des produits affectés aux activités éligibles au régime de la taxation au tonnage			
		TOTAL DEDUCTIONS	2 748 271
RESULTAT		BENEFICE	DEFICIT
Résultat fiscal avant imputation des déficits reportables			1 592 898
Déficit de l'exercice reporté en arrière			
Déficits antérieurs imputés sur les résultats de l'exercice			
RESULTAT FISCAL			1 592 898

Identité des sociétés mères consolidant les comptes de la société

Dénomination sociale - siège social	Forme	Montant capital	% détenu
LAGARDERE - 4 RUE DE PRESBOURG 75016 PARIS	SA	869 913 045	100,00 %

Catégories de titres	Nombre de titres			Valeur nominale
	à la clôture de l'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires				
Actions amorties				
Actions à dividende prioritaire sans droit de vote				
Actions préférentielles				
Parts sociales	4 000			10
Certificats d'investissements				

Situation à l'ouverture de l'exercice		Solde	
Capitaux propres avant distributions sur résultats antérieurs		-2 037 019	
Distributions sur résultats antérieurs			
Capitaux propres après distributions sur résultats antérieurs		-2 037 019	
Variations en cours d'exercice		En moins	En plus
Variations du capital			
Variations des primes liées au capital			
Variations des réserves			
Variations des subventions d'investissement			
Variations des provisions réglementées			
Autres variations		-2 077 019	
Résultat de l'exercice		-2 643 010	
	SOLDE		4 720 029
Situation à la clôture de l'exercice		Solde	
Capitaux propres avant répartition			2 683 010

1 - Origine	Montant
Report à nouveau antérieur	
Résultat de l'exercice	-2 643 010
dont résultat courant après impôts :	
Prélèvements sur les réserves	
TOTAL	-2 643 010
2 - Affectations	Montant
Réserve légale	
Réserve spéciale de plus-values à long terme	
Autres réserves	
Dividendes	
Autres répartitions :	-2 643 010
Report à nouveau	
TOTAL	-2 643 010

Rubriques	Chiffre d'affaires France	Chiffre d'affaires Export	Total 31/12/2021	Total 31/12/2020	%
VENTES DE MARCHANDISES	18 132		18 132	20 830	-12,95 %
TOTAL	18 132		18 132	20 830	-12,95 %

Liste par nature des frais accessoires d'achats

Comptes d'achats	Total du compte	dont frais accessoires
Achats de marchandises	11 020 824	270 045
Achats de matières premières et autres approvisionnements	-33 641	
Autres achats		
TOTAL	10 987 183	270 045

Nature des charges	Montant
606104 GAZ ET ELECTRICITE-P&P RM	-12 500,00
606188 AUTRES FOURNIT. NON-STOCKEES-P&P RM	-41 732,08
611107 PREST. ELECTR.- EAU PDV-P&P RM	-33 364,00
611114 PREST CHARGES CONCEDANTS-P&P RM	-171 496,00
611201 SURVEILLANCE DES LOCAUX-P&P RM	-36 231,27
613202 REDEVANCES VARIABLES-P&P RM	226 505,43
613503 LOCATIONS MATERIEL & OUTILLAGE-P&P RM	2 118,60
615203 ENT.&REP./LOCATION PDV-P&P RM	463
615204 NETTOYAGE DES LOCAUX PDV-P&P RM	-3 376,38
615503 ENT &REP./MAT ET OUTILLAGE-P&P RM	-2 087,25
615604 MAINTENANCE MAT. INFORMATI.-P&P RM	110,79
616101 ASSURANCES DIVERSES-P&P RM	-26 118,42
618601 STAGES FORMATION-P&P RM	0
622701 FRAIS D'ACTES ET CONTENTIEUX-P&P RM	1 756,39
623303 PUBLICITE SUR LE LIEU DE VENTE-P&P RM	2 084,88
624501 TRANSPORTS DE FONDS-P&P RM	284,8
631221 TAXE APPRENTISSAGE PDV-P&P RM	1 836,94
631321 PART. EMPL. FORM. CONT. PDV-P&P RM	4 072,32
633421 PART. EFFORT CONST. PDV-P&P RM	-1,48
635111 CFE-P&P RM	-9 153,00
635112 CVAE-P&P RM	-60
637101 CONTRIB.SOCIALE SODILARITE STE-P&P RM	0,95
637888 CONTRIBUT° AGEFIPH-P&P RM	20 909,00
641431 ALLOCATION/INDEMNITE CHOMAGE PARTIEL PDV-P&P RM	36 433,40
651101 COMPLEMENT MG-P&P RM	-232 715,50
658101 AJUST CPTES FOURNISSEURS-P&P RM	85,84
TOTAL -	272 173,04

Nature des produits	Montant
781588 REP. PROVIS° AUTRES RISQUES LT-P&P RM	25 060,27
TOTAL	25 060,27

Effectifs	Personnel salarié	Personnel à disposition de l'entreprise
Cadres	12	
Techniciens, agents de maîtrise	14	
Employés	122	
TOTAL	148	

RM

Société en Nom Collectif au capital de 40.000 euros
Siège social : **4-10, avenue André Malraux, Immeuble Octant, - 92300 Levallois-Perret**
800 293 664 RCS Nanterre

PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE DU 20 JUIN 2022

L'an deux mille vingt-deux, le 20 juin à 17 heures, l'assemblée des associés de la Société en Nom Collectif RM, composée de deux membres et dont le capital, d'un montant de 40 000 € est divisé en 4000 parts sociales, a été réunie en assemblée générale ordinaire annuelle au siège social, sur convocation faite par la gérance suivant courrier électronique adressé le 3 juin 2022 à chaque associé ainsi qu'au commissaire aux comptes et aux représentants du Comité Social et Economique.

Sont présents :

- La société **LAGARDERE TRAVEL RETAIL FRANCE**, SNC dont le siège social est situé à Levallois-Perret (92300), 4-10, avenue André Malraux, Immeuble Octant, représentée par son gérant, Monsieur Vincent ROMET, propriétaire de : **3 999 parts**

- La **SOCIETE DE RESTAURATION EN LIEUX DE TRANSPORT**, société par actions simplifiée unipersonnelle au capital de 50 000 euros dont le siège social est situé 4-10, avenue André Malraux - Immeuble Octant - 92300 Levallois-Perret, représentée par son Président, Matthieu MERCIER propriétaire de : **1 part**

- **Monsieur Matthieu MERCIER**, gérant de la société

- **Madame Marine SUHARD**, secrétaire de l'assemblée.

L'assemblée générale, réunissant plus de la moitié des parts sociales ayant droit de vote, est déclarée régulièrement constituée et peut valablement délibérer et prendre ses décisions à la majorité requise.

Le secrétaire de l'assemblée dépose sur le bureau et met à la disposition de l'assemblée :

- les comptes annuels de l'exercice écoulé ;
- le rapport de gestion du gérant ;
- le rapport du commissaire aux comptes ;
- le texte des résolutions qui sont soumises au vote de l'assemblée.

Il indique que le rapport de gestion du gérant, le rapport du commissaire aux comptes, les comptes annuels et le texte des résolutions proposées ont été adressés aux associés plus de quinze jours avant la date de l'assemblée.

L'assemblée lui donne acte de cette déclaration.

Puis, il rappelle que l'ordre du jour de la présente assemblée est le suivant :

- approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2021 ;
- affectation du résultat social ;
- pouvoirs pour les formalités.

Et enfin, il présente le rapport du Gérant ainsi que celui du commissaire aux comptes.

Ces présentations terminées, il est passé à l'adoption des résolutions suivantes :

PREMIERE DECISION - Approbation des comptes sociaux

L'assemblée générale, statuant à titre ordinaire, après avoir pris connaissance :

- ✓ du rapport de gestion du Gérant,
- ✓ du rapport du commissaire aux comptes sur les comptes clos au 31 décembre 2021,

approuve ces comptes tels qu'ils lui ont été présentés, lesdits comptes se soldant par un déficit de -2 643 009.94 €.

En conséquence, elle approuve tous les actes accomplis par le Gérant, tels qu'ils résultent desdits rapports et comptes, et lui donne quitus entier et sans réserve pour sa gestion durant l'exercice écoulé.

Cette décision est adoptée à l'unanimité

DEUXIEME DECISION - Affectation du résultat

L'assemblée générale ordinaire, décide d'affecter le déficit de l'exercice au débit des comptes courants des associés proportionnellement à leur participation dans le capital soit -2 642 349.19 € pour la société LAGARDERE TRAVEL RETAIL FRANCE et -660.75 € pour la SOCIETE DE RESTAURATION EN LIEUX DE TRANSPORT.

Cette décision est adoptée à l'unanimité

TROISIEME DECISION - Pouvoirs en vue des formalités

L'assemblée générale donne tous pouvoirs à la société « LEXTENSO » dont le siège social est situé à La Grande Arche – Paroi nord - 1, Parvis de la Défense – 92044 Paris La Défense (RCS Nanterre 552 119 455) aux fins de procéder et ce, y compris par voie dématérialisée avec signature électronique, aux formalités de dépôt et de publicité qui s'imposent, notamment au Registre du Commerce et des Sociétés du ressort du siège social de la société.

Cette décision est adoptée à l'unanimité

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 17 heures 20.

De tout ce qui précède, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé, après lecture, par les associés et par le secrétaire.

DocuSigned by:



86EDB79D7F6848D...

LAGARDERE TRAVEL RETAIL FRANCE
Représentée par Monsieur Vincent ROMET

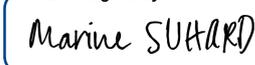
DocuSigned by:



38C1B5E8DDB74C9...

La SOCIETE DE RESTAURATION EN LIEUX DE TRANSPORT
Représentée par Monsieur Matthieu MERCIER

DocuSigned by:



1763C7DF373748A...

LE SECRETAIRE
Madame Marine SUHARD